

Transition Énergétique et système des compteurs Linky.

Voici l'état des débats sur cette question :

DGEC, Ministère de l'Environnement, extraits du livre « Sexy linky » du journaliste N. Bérard de L'Age de faire :

« Le choix de généraliser le linky remonte à 2004. A cette époque, il ne s'agissait pas de la loi sur la transition énergétique, mais de la loi POPE-loi de programmation fixant les orientations de politiques énergétiques. L'objectif était alors purement financier, comme l'a maladroitement rappelé le 11 mai 2016, la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), pourtant fervente supportrice du linky : *« le choix (de déployer le linky) a été fait non pas pour la transition énergétique, mais uniquement pour les investissements sur le réseau.(...) Linky va permettre d'économiser directement sur le réseau, d'économiser des investissements sur le réseau, et de réduire les coûts pour le réseau »*.(...) cette fameuse réduction des coûts. »

Avis de l'association Négawatt, livre « Sexy Linky », Nicolas Berard, L'Age de Faire :

« Doit-on équiper tous les foyers du linky ? Ce n'est pas l'avis de Marc Jedliczka, de l'association Négawatt, qui estime que la France *« s'équipe d'un bazooka pour écraser une mouche »*. Selon lui, dans l'optique de la transition énergétique, un seul compteur communicant par immeuble, par groupe d'immeubles ou même par quartier serait largement suffisant. »

Le CLER reprend la même position en son rapport de décembre 2016:

<https://cler.org/linky-un-apport-limite-a-la-transition-energetique/>

« Sur un autre plan, la nécessaire amélioration de la connaissance par les GRD du fonctionnement du réseau dans un environnement technique en pleine évolution aurait très bien pu se satisfaire de la pose de compteurs au niveau des postes de distribution (le dernier transformateur duquel partent les antennes qui alimentent les consommateurs) et de capteurs de tension à des endroits judicieux du réseau public. »

(...)

Plus largement, la possibilité pour les ménages de faire des économies d'énergies substantielles par la simple mise à disposition de données n'a pas à ce jour fait la preuve de sa réalité. Dans tous les cas cela nécessite un traitement qui ne peut, du fait de la combinaison des décisions déjà prises, qu'être réalisé à titre onéreux par les fournisseurs et les offreurs de « solutions » plus ou moins sophistiquées, mais jamais gratuites.

On a par ailleurs pu observer dans le cadre de la plupart des démonstrateurs que l'engouement des premières semaines de découverte des sites dédiés ou de manipulation des tablettes offertes se tarit rapidement, même pour les personnes les plus « technophiles » : dans ce domaine comme dans tous ceux qui sont fortement liés aux comportements individuels et collectifs, il semble bien que l'accompagnement personnalisé reste irremplaçable ... »

La Fédération Nationale Mines Energie-CGT (syndicat interne au groupe EDF-Enedis RTE) explique en son communiqué du 8 février 2018 :

« Dès l'origine du projet, la CGT a dénoncé son coût exagéré et mis en avant la possibilité de mettre en place d'autres systèmes communicants au niveau des postes sources de distribution pour 10 fois moins cher.

Cette option était largement suffisante pour répondre à la nécessité d'un pilotage beaucoup plus fin du réseau de distribution d'électricité et pour améliorer sa gestion.

Le besoin, qui était lié à la multiplication de l'insertion des moyens de production alternatifs directement sur le réseau géré par le Distributeur ainsi que les objectifs de la transition Énergétique, n'impliquait pas d'installer un compteur communicant dans chaque foyer.

Les apports pour l'utilisateur, qui pourrait par ce biais mieux contrôler ses consommations et donc faire des économies, paraissent bien illusoire.

La réalité, c'est que le compteur LINKY est l'outil idéal au service des fournisseurs pour développer le marché en permettant la multiplication des offres commerciales.
In fine, c'est donc le service public qui supporte pour leur compte le coût du projet (...)
Enfin, les enjeux de la transition énergétique, réels, doivent cesser de servir de cache-nez pour des objectifs bien moins altruistes des promoteurs du marché dans le domaine énergétique... »

L'ADEME montre que le système linky (compteurs, concentrateurs, data-center) vont amener une consommation nationale annuelle supplémentaire de 0,5 TéraWattheure. Les réductions que l'ADEME attend pour compenser de façon positive ne sont pas explicitées et reposent peut-être sur les hypothèses fragiles expliquées en fin de chapitre.
<http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/avis-ademe-linky-201507.pdf>

L'ADEME : « Dans une note confidentielle, l'Ademe avait aussi estimé que Linky ne permettait pas aux consommateurs de maîtriser leur consommation d'électrons. Une critique réitérée mercredi 26 janvier par Philippe van de Maele, lors des Assises de l'énergie de Grenoble. « *Ce compteur n'a rien d'intelligent. Il n'apporte rien en ce qui concerne la maîtrise de la demande d'électricité. Et son modèle économique n'est pas d'une clarté absolue* », a dit le président de l'Ademe (dans le JDLE). » <http://www.journaldelenvironnement.net/article/un-comite-de-suivi-pour-le-compteur-linky,21343>

L'ADEME précise : « *Le client final d'électricité devrait pouvoir être incité à réduire ses consommations, grâce à une meilleure information. Une information en temps réel, plus riche et plus fréquente sur la consommation, pourrait en effet assurer un rôle de sensibilisation et inciter le consommateur à mieux maîtriser ses usages. Un rapport britannique datant de 2006, qui a compilé plusieurs retours d'expérience (USA, Canada, Scandinavie, Pays-Bas et Royaume Uni) montre que l'affichage en temps réel des consommations peut générer une économie d'électricité de 5% à 15 % (ndlr : affichage en temps réel que le Linky ne permet pas tel quel mais avec un module optionnel fonctionnant en wi-fi qui sera vraisemblablement payant). (...) Toutefois, selon Landis+Gyr, l'un des fabricants sélectionnés par ERDF (Enedis) la persistance, dans le temps, de ces économies est variable. Une expérience menée en Australie a ainsi montré chez un consommateur bénéficiant d'un affichage dans son logement, une baisse effective de consommation de 10% pendant les deux premiers mois. Celle-ci s'est pourtant réduite à 5% les quatre mois suivants, pour un retour à la situation de départ au bout de six mois.*»
http://ademe.typepad.fr/files/ademe_linky_011210.pdf

Et selon la Fondation du roi Baudouin en Belgique, l'argument pour la transition est plus rhétorique que vérifié:

« *L'installation des compteurs intelligents se fait au nom du changement climatique (via une annonce de réduction de la consommation d'énergie), et que cet argument est plus rhétorique que basé sur des analyses fiables. Dès lors, en tout état de cause, soit l'installation des compteurs ne devrait pas être obligatoire, soit leur coût ne devrait pas être supporté par les ménages qui n'en tireront aucun bénéfice.* » https://stoplinkynonmerci.org/IMG/pdf/083-scl-lettre_conseil_constitutionnel.pdf

Des experts dans le domaine de l'énergie montrent aussi que les compteurs communicants reposent sur « *des postulats hasardeux* ».

Ainsi l'économiste Thomas Reverdy, membre du laboratoire universitaire PACTE qui travaille à l'acceptabilité sociale au sein de GreenLys, le démonstrateur grenoblois de compteurs intelligents a lu une récente étude de RTE (Réseau de transport d'électricité). Selon lui : « *Le grand risque, avec Linky, c'est qu'on n'arrive pas à faire beaucoup mieux que les compteurs "heures creuses/heures pleines" avant pas mal d'années* ». (...) « *les gains économiques ne sont pas très élevés* ». (Association PMO, « Les secrets de Linky. Ce qu'on apprend en infiltrant une réunion de

la Métro »)

M.C Zelem, sociologue de l'énergie au CERTOP (Centre d'Étude et de Recherche Travail, Organisation, Pouvoir) du CNRS Toulouse II Le Mirail, entendue comme experte lors de la Loi de Transition Énergétique de 2015, explique :

« Dans les modèles d'ingénieurs, le comportement humain est envisagé comme un simple paramètre extérieur. (...) Ces interventions ont reposé sur l'hypothèse qu'il suffit de sensibiliser aux usages de l'énergie pour que chacun adopte les « bons gestes » et change ses habitudes en conséquence. Or, les retours d'expérience de ces opérations montrent que l'on atteint péniblement des gains de 3 à 15 % sur de petits collectifs d'individus, pourtant encadrés et soutenus par un dispositif souvent lourd et coûteux. Par ailleurs, lorsque le dispositif de sensibilisation prend fin, les personnes retournent rapidement à leurs anciens modes de vie, plus énergivores et largement confortés par la société de consommation. (L'effet Hawthorne semble jouer pleinement. Ce terme fait référence à la tendance à être plus performant quand on participe à une expérience. On modifie notre comportement davantage en raison de l'attention qu'on nous porte ou de la dynamique ludique associée à l'expérience qu'en raison de notre motivation à changer) (...)

C) Des postulats hasardeux

*Les compteurs communicants requièrent donc compréhension et réflexivité. Ils reposent sur une double hypothèse : les consommateurs sont à même d'assimiler un certain nombre de données pour réfléchir à leurs manières d'utiliser des équipements et cette connaissance peut les conduire à changer positivement leurs pratiques (par exemple, via une télégestion, ils renseignent sur l'horaire opportun pour faire tourner une machine, ce qui devrait leur permettre de choisir de décaler dans le temps l'usage de leur lave-linge). L'enjeu des compteurs est de déplacer les pics de consommation aux heures les moins sensibles pour le réseau. Ils sont donc conçus comme des systèmes d'aide à la décision pour gérer l'énergie et réduire les consommations globales. Quand une dimension comparative et évaluative est ajoutée pour insister sur la place de chacun dans les performances globales, ils peuvent alors fonctionner de manière persuasive et injonctive. **Mais les sciences sociales ont largement montré que savoir ne suffit pas à modifier ses pratiques ou ses habitudes, et que l'injonction peut être contre-productive en suscitant des résistances.** Par ailleurs, une même prescription peut engendrer une diversité d'attitudes, pas toutes conformes à l'attitude idéale escomptée. La question reste donc de savoir quels ménages ou quels occupants de bureau seront en mesure de gérer de manière active l'utilisation de leurs équipements.*

(...)L'inflation des technologies disqualifie la participation des habitants

Dans les modèles d'ingénieurs, le comportement humain est envisagé comme un simple paramètre extérieur. La plupart du temps, la complexité des réalités sociales n'est tout simplement pas prise en compte dans les calculs théoriques. Or les pratiques sociales résultent de la rencontre de plusieurs facteurs comme la diversité des ressentis en termes de confort ou de service rendu, l'intérêt pour moins consommer d'énergie, le besoin de réduire sa facture d'énergie, l'adhésion aux enjeux publics de la MDE (maîtrise de la demande de l'énergie-ndlr), la capacité à améliorer les performances de ses équipements, la montée en compétences techniques ou énergétiques, la compréhension des finalités et des fonctionnalités des technologies, etc. Aujourd'hui, « habiter » devient compliqué. Ainsi, alors que les bâtiments sont potentiellement de plus en plus économes, les techniques font de plus en plus « à la place de... ». Les occupants perdent en compétences. Ils sont exposés à un excès de technicité qui se traduit souvent par une mise à l'écart. Paradoxalement, alors que les nouvelles normes d'habiter requièrent qu'ils soient actifs dans leur logement, les usagers tendent à se réfugier derrière l'intelligence de systèmes qu'ils ne souhaitent ou ne peuvent plus piloter. Certains développent des sentiments d'impuissance et de la déception qui peuvent se traduire par un rapide désintérêt pour les questions d'énergie. » (Smart meters et sobriété des usages de l'énergie - Revue de l'Energie, 2014, M.C Zélem)

Sarah Darby RESEARCH PAPER Smart metering: what potential for householder engagement?
BUILDING RESEARCH & INFORMATION (2010) 38(5), 442–457
http://www.biblioite.ethz.ch/downloads/Smart-meter-alone-saves-little_Darby_2010.pdf

Les arguments en faveur de la mise en œuvre d'un comptage «intelligent», qui est un terme souple, varient en fonction des circonstances et du pays concerné. Dans certains pays, le business case pour mettre en place une infrastructure de comptage avancée (AMI) s'appuie en partie sur une amélioration du retour d'information fourni aux clients sur leur consommation, et sur l'aide apportée pour passer à des systèmes énergétiques présentant un impact moindre. Il est attendu d'une AMI qu'elle conduise à la fois à une réduction de la demande et à une réduction du coût de desserte des clients grâce à des améliorations en terme de communication, **mais il existe peu de données probantes à l'appui d'une réduction globale de la demande.** Dans quelle mesure des compteurs intelligents pourraient-ils améliorer les chances de voir le client s'impliquer? Afin d'évaluer cette question, il est nécessaire d'examiner les perceptions et les pratiques des utilisateurs finaux en même temps que le matériel de comptage et les aspects économiques. En utilisant la théorie des affordances, l'étude qualitative est examinée de façon à comprendre comment les occupants ont utilisé le retour d'information sur leur consommation, avec et sans compteurs intelligents. Bien qu'une AMI offre des possibilités en matière de gestion énergétique des ménages et de relations client-fournisseur d'énergie, **il y a peu de données probantes permettant de suggérer que cela assurera automatiquement une réduction sensible de la demande énergétique. Pour ce faire, il importe de mettre l'accent sur une réduction globale de la demande (plutôt que sur une réduction des pics de consommation électrique).**

FNCCR, Jean-Luc Dupont, Vice-président :

« Président du Syndicat intercommunal d'énergie d'Indre-et-Loire (SIEIL), l'un des deux territoires d'expérimentation de Linky, et vice-président de la FNCCR, Jean-Luc Dupont s'interroge (...) « Avoir une facture fondée sur un index réel (...) ne permet pas de baisser sa consommation ; ne plus devoir être présent pour la relève est un confort, mais ça ne permet pas plus de réduire sa consommation, poursuit-il» <http://www.lagazettedescommunes.com/177803/linky-cest-parti-or-des-zones-dombre-demeurent/>

Enedis Touraine :

« L'abandon de la prétendue économie d'énergie. Merci M. Jean-François QUINCHON (*directeur territorial d'ERDF Touraine*) de reconnaître comme exact ce que nous affirmons depuis le début de votre propagande : Linky n'économise pas un seul kilowatt. L'UFC QUE CHOISIR apprécie qu'on ne nous mente plus sur les prétendues économies d'énergie. Mais alors où est l'avantage pour l'utilisateur qui paiera seul le compteur »
http://www.nextup.org/pdf/UFC_Que_Choisir_Tours_Linky_ERDF_passe_aux_aveux_mais_persiste_dans_ses_silences_et_demi_verites_11_02_2011.pdf

Le Médiateur de l'Énergie :

« En février 2013, Denis Merville, le prédécesseur de Jean Gaubert, notait que Linky avait d'abord été présenté comme **un outil d'amélioration de la mesure** des flux électriques avant de **devenir subitement un atout pour la transition énergétique** pour consommer mieux et consommer moins. (...) » <http://www.sudouest.fr/2017/05/11/compteur-linky-le-mediateur-de-l-energie-dresse-un-constat-severe-3436976-6150.php>

L'atout pour la transition semble reposer sur des hypothèses fragiles et coûteuses.

Première hypothèse avancée par ENEDIS pour justifier le compteur dans la Transition énergétique :

Le compteur serait indispensable pour gérer les renouvelables, les voitures électriques, et la production intermittente due aux renouvelables.

Mais le CLER et Negawatt montrent qu'un seul compteur par quartier aurait suffi.

Ainsi pourquoi ne pas en installer seulement chez les particuliers qui revendent leur électricité si ce compteur est si indispensable

Ensuite et selon ENEDIS, voir un chiffre en Kilowattheure de sa consommation va nous faire subitement baisser notre consommation et changer nos habitudes.

Sauf que des chercheurs en ce domaine montrent que derrière notre consommation il y a des habitudes (contraintes horaires de travail et de famille), qui ne répondent pas à des impératifs pécuniaires.

Ainsi connaître son chiffre de consommation journalier, ou infra-journalier, ne fera peut être que changer un peu les habitudes des personnes qui ont déjà une marge de manœuvre au quotidien, c'est à dire peu au niveau national.

Surtout, comme le montre un eurodéputé belge, une tarification écologique et progressive aurait été bien plus efficace que cela. Tout comme une campagne d'éducation à sobriété par de la communication : à 8 milliards d'euros il y'a de quoi faire.

Deuxième hypothèse de la communication d'ENEDIS :

Selon ENEDIS, les gens donneraient leurs accords pour que soient analysés leurs profils de consommation journaliers afin de se voir proposer des tarifs variables au quotidien correspondant à leur profils (potentiellement 40 avec linky, ce qui peut amener à une jungle tarifaire). Ces tarifs pouvant varier de 1 à 8 (selon Capgemini) feraient baisser la consommation des ménages.

Mais seul 0,2 % des particuliers qui ont le linky ont donné leur accord selon le rapport du CGEDD (Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable) de janvier 2017- Ministère de l'Environnement de janvier 2017, et 1,5 % selon le Rapport annuel de la Cour des Comptes, donc comment leur proposer des tarifs adaptés à leur consommation ?

Aussi, rien ne prouve que des variations de tarifs feront baisser la conso nationale, car là aussi il y a des contraintes familiales et de travail derrière la consommation.

Effet pervers : si jamais cela marche, cela peut créer des reports massifs de consommation sur le réseau et créer des black-outs, comme le débat en Allemagne l'a dit.

Troisième hypothèse : que l'accord pour un effacement (report, délestage) de la consommation et de certains appareils sera donné assez massivement par les particuliers, ce qui permettrait de lisser les pics de consommation. Outre le modèle de société que cela induit (voir III-C), très peu d'accord pour cette transmission ont été donnés. On est donc loin de pouvoir gérer des pics de consommation.

Ainsi tout repose sur l'obtention de cet accord – car comme le dit Fabien Choné, Directeur de Direct Energie, fournisseur d'électricité : « si les consommateurs ne donnent pas leur accord (...) le compteur Linky ne servira pas à grand-chose, à part les relèves à distance ». Et tout sera fait pour l'obtenir.

En conséquence de quoi, tel l'eurodéputé de Belgique Paul Lannoye (« Quelques arguments pour remettre en question le compteur intelligent » 2015, pdf), « **on peut légitimement se demander quelle est la contribution réelle du compteur « communicant » dans ces réductions de**

consommation ; la motivation du consommateur est à mon avis l'événement prépondérant. Le résultat ne serait-il pas meilleur encore si une tarification progressive intelligente était adoptée ?

D'un point de vue plus global, il est aussi nécessaire de prendre en compte les surconsommations résultant du choix lui-même des compteurs « intelligents » :

- La consommation d'énergie des compteurs eux-mêmes et des systèmes de communication qu'ils exigent, sans oublier les installations de stockage des données ; la durée de vie, plus brève, de ces compteurs génère une consommation d'énergie accrue pour la fabrication des compteurs. »